

MALTERIES FRANCO-BELGES

Société Anonyme au capital de 15.123.000 €
Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE
552 121 816 RCS TROYES

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 31/12/2017

EXERCICE 30 JUIN 2018



MALTERIES FRANCO-BELGES

Société Anonyme au capital de 15.123.000 €
Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE
552 121 816 RCS TROYES

SOMMAIRE

Attestation du responsable du rapport financier semestriel	3
Rapport semestriel d'activité.....	4
Comptes consolidés semestriels	7
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle	33

MALTERIES FRANCO-BELGES
Société Anonyme au capital de 15.123.000 €
Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE
552 121 816 RCS TROYES

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Christophe PASSELANDE
Président du Conseil d'Administration-Directeur Général

MALTERIES FRANCO-BELGES

**Société Anonyme au capital de 15.123.000 €
Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE
552 121 816 RCS TROYES**

RAPPORT D'ACTIVITE AU 31/12/2017

I – ACTIVITE DE MFB

La production du 1^{er} semestre de l'exercice 2017/2018 ressort en diminution de 1,5 % par rapport à la même période de l'exercice précédent en raison d'une qualité dégradée des orges mises en fabrication au cours du premier trimestre.

Les livraisons sont également en retrait de 4,2 % par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice 2016/2017 en lien avec la baisse de l'activité export Pays-Tiers ; ce retard devrait toutefois être partiellement compensé au 30/6/2018. Le chiffre d'affaires unitaire du 1^{er} semestre ressort en baisse, alors que le coût unitaire des matières premières est lui en hausse, induisant une baisse de la marge brute.

Au titre du 1^{er} semestre de l'exercice 2017/2018, MFB a enregistré un chiffre d'affaires social de 41 M€ contre 43,3 M€ au titre du 1^{er} semestre de l'exercice 2016/2017. Son résultat d'exploitation ressort bénéficiaire de 1,7 M€ contre 3,7 M€ au 1^{er} semestre de l'exercice 2016/2017 et son résultat net social est bénéficiaire de 1,3 M€ contre 2,2 M€ au 30/12/2016.

II – CONSOLIDATION

Le périmètre international du Groupe MFB, inchangé, comprend la société COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MALTERIES - CIM détenue à hauteur de 47,71 % et ses filiales.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe MFB s'établit à 40,4 M€ et le résultat net consolidé, compte tenu de la mise en équivalence de la CIM et de ses filiales, ressort bénéficiaire de 9,7 M€ contre un résultat de 11,9 M€ au 31/12/2016.

1 - Activité de la CIM et de ses filiales, intégrées par mise en équivalence

La production de SLADOVNY SOUFFLET CESKA REPUBLIKA-SSCR est en baisse de 2,7 % par rapport au même semestre de l'exercice précédent consécutif à un arrêt de production pour travaux dans l'usine d'Hodonice. Les livraisons accusent un net recul de 13,2 % en comparaison de ceux de l'année précédente qui, avait un record. Néanmoins, les volumes facturés restent en-dessous de la moyenne des 5 dernières années.

La contribution au chiffre d'affaires consolidé de SSCR dans le Groupe CIM s'élève à 57,7 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé, ressort à 6,6 M€ contre une contribution de 6,3 M€ au 31/12/2016.

La production de MALTERIE SOUFFLET SAINT PETERSBOURG-MSSP se traduit par une hausse de 0,6 % par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice 2016/2017. En revanche les ventes accusent une diminution de 21,9 % en lien avec la baisse des volumes à l'export mais aussi aux brasseurs indépendants en Russie. La contribution de MSSP au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM ressort à 17,2 M€ pour le 1^{er} semestre de l'exercice et sa contribution au résultat net total consolidé est de 0,9 M€ contre une contribution de 2,3 M€ au 31/12/2016.

La production de SLODOWNIA SOUFFLET POLSKA enregistre une baisse de 3,4 % par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice précédent. Les ventes sont également en léger recul de 1,9 %.

La contribution de cette société au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM ressort au 31/12/2017 à 19,3 M€. Sa contribution au résultat net total consolidé ressort à 2,5 M€ contre 2,3 M€ 31/12/2016.

SLAVUTA a enregistré, sur ce semestre, une forte hausse de sa production de 36,5 % par rapport au 1er semestre de l'exercice 2016/2017. Les expéditions continuent leur progression (+ 5 %) grâce à la diversification du portefeuille clients à la fois sur le marché domestique et à l'export.

La contribution de SLAVUTA au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève à 19,9 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort bénéficiaire de 1,6 M€ contre une contribution de 1,4 M€ l'année précédente.

La production de MALTERIE SOUFFLET KAZAKHSTAN-MSK a connu une baisse de 6,1 % sur le semestre en raison d'un manque d'orges en début de campagne. En revanche les ventes sont en progression de 3,2 % par rapport au même semestre de l'année précédente.

La contribution de cette société au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève à 10,7 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort bénéficiaire de 1,4 M€ soit au même niveau que celle au 31/12/2016.

En Serbie, la production de MALTINEX est en hausse de 23 % par rapport au 31/12/2016, ce dernier semestre ayant enregistré une baisse en lien avec une volonté de diminuer les stocks. Les ventes enregistrent, quant à elles, une baisse de 9,2% par rapport à l'exercice précédent.

La contribution de MALTINEX au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève, pour le 1^{er} semestre de l'exercice, à 10,5 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort à 1,1 M€ contre 1,4 M€ au 31/12/2016.

La production et les livraisons de SOUFFLET MALT ROMANIA augmentent respectivement de 8,1 % grâce à une optimisation du cycle de fabrication et de 1 %.

La contribution de cette filiale au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève, pour cette période, à 20,1 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort bénéficiaire de 1,9 M€ contre une contribution de 2,3 M€ au 31/12/2016.

La production des deux sites de MALTERIE SOUFFLET BULGARIE a augmenté de 16,2 % par rapport au même semestre de l'exercice précédent afin de s'adapter au marché et les ventes enregistrent une progression de 16,2%.

La contribution de cette filiale au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève, pour cette période, à 5,8 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé est négative de (0,02) M€ contre une contribution positive de 0,1 M€ l'année précédente.

2 - Synthèse de la CIM et de ses filiales, avant intégration par mise en équivalence

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe CIM ressort, au 31/12/2017, à 161,5 M€ contre 171,5 M€ au 31/12/2016. Le résultat opérationnel est bénéficiaire de 21 M€ soit à un niveau équivalent à celui enregistré au 31/12/2016 et le résultat net ressort bénéficiaire de 16 M€ contre un résultat bénéficiaire de 18,1 M€ au 31/12/2016.

III - PERSPECTIVES

En France, le carnet de commande actuel doit permettre de compenser une partie de la baisse des expéditions du premier semestre et la production, en raison d'un retour à une qualité des orges plus standard, devrait progresser par rapport au 2^{ème} semestre de l'année précédente

En Europe Centrale, à l'identique de la France sur les expéditions, une partie du retard devrait être rattrapée mais elles accuseront toutefois au 30/6/2018 une baisse par rapport à 2016/2017.

Dans la zone C.E.I, la production et les livraisons de malt devraient être supérieures à celles de l'exercice précédent, grâce aux progressions attendues en Ukraine et au Kazakhstan.

IV – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA PERIODE

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement au 31/12/2017.

COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS
AU 31/12/2017



ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE AU 31/12/2017

(en K€uros)	Notes	31/12/2017	31/12/2016	30/06/2017
ACTIF				
Immobilisations incorporelles	4	105	141	123
Immobilisations corporelles	5	33 985	34 506	34 224
Participation dans les entreprises associées	6	150 263	129 875	143 352
Actifs financiers non courants	7	587	572	572
Actifs non courants		184 940	165 094	178 271
Stocks et en-cours		14 256	14 789	12 590
Clients et autres débiteurs		4 360	2 577	2 953
Créances d'impôt		523	0	256
Autres actifs courants		6	5	21
Comptes courants - Actifs	8	39	1 548	6 252
Instruments de trésorerie - Actif	8	27	0	29
Trésorerie	8	4	16	85
Actifs courants		19 215	18 935	22 186
TOTAL DE L'ACTIF		204 155	184 029	200 457
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Capital		15 123	15 123	15 123
Réserves liées au capital		16 378	16 378	16 378
Réserves et résultat consolidés ⁽¹⁾		169 826	150 230	162 619
Gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres		(15 943)	(17 410)	(15 364)
Capitaux propres (Part du groupe)		185 384	164 321	178 756
Capitaux propres		185 384	164 321	178 756
Emprunts et dettes financières	8	0	25	0
Provisions pour retraites et engagements assimilés	9	1 055	1 053	1 013
Autres provisions non courantes	9	0	0	0
Impôts différés	10	5 215	5 790	5 372
Autres passifs non courants		36	40	38
Passifs non courants		6 306	6 908	6 423
Emprunts et concours bancaires (part à -1 an)	8	1	0	1
Instruments de trésorerie - Passif	8	0	90	23
Comptes courants - Passif	8	2 706	0	22
Provisions (part à -1 an)	9	6	3	19
Fournisseurs et autres créditeurs		9 747	12 634	15 204
Dettes d'impôts		0	67	0
Autres passifs courants		5	6	9
Passifs courants		12 465	12 800	15 278
TOTAL DU PASSIF		18 771	19 708	21 701
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		204 155	184 029	200 457
(1) dont résultat part du Groupe		9 707	11 900	24 289

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31/12/2017

<i>(en K€uros)</i>	Notes	31/12/2017	31/12/2016	30/06/2017
Produits des activités ordinaires	11	40 466	43 344	92 705
Achats consommés		(30 297)	(31 507)	(69 572)
Charges externes		(3 743)	(3 299)	(7 345)
Charges de personnel		(2 588)	(2 567)	(5 079)
Impôts et taxes		(311)	(356)	(1 797)
Amortissements et dépréciation	14	(1 455)	(1 444)	(2 885)
Autres produits et charges opérationnels courants	12	(8)	0	(20)
Résultat opérationnel courant		2 064	4 171	6 007
Autres produits et charges opérationnels non courants	13	27	17	(430)
Résultat opérationnel		2 091	4 188	5 577
Coût de l'endettement financier		(22)	(27)	(58)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	16	7 482	8 295	19 732
Autres produits financiers		150	109	117
Autres charges financières		(47)	(110)	(36)
Résultat avant impôt		9 654	12 455	25 332
Produit (Charge) d'impôt	15	53	(555)	(1 043)
Résultat		9 707	11 900	24 289
Part du Groupe		9 707	11 900	24 289
Part des participations ne donnant pas le contrôle		0	0	0
Nombre de titres		495 984	495 984	495 984
Résultat Net par action en euro		19,6	24,0	49,0
Résultat Net dilué par action en euro		19,6	24,0	49,0

ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL 31/12/2017

<i>(en K€uros)</i>	Notes	31/12/2017	31/12/2016	30/06/2017	
		(6 mois)	(6 mois)	(12 mois)	
Résultat net		9 707	11 900	24 289	
Écarts de conversion ⁽¹⁾		(571)	542	1 442	
Gains et pertes actuariels		(12)	(5)	6	
Impôts différés		4	2	(2)	
<i>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>		<i>(579)</i>	<i>539</i>	<i>1 446</i>	
Résultat global de l'exercice		9 128	12 439	25 735	
		Dont part du groupe	9 128	12 439	25 735

(1) Ecart de conversion provenant uniquement de la quote-part de variation de capitaux propres de la participation dans des entreprises associées qui n'ont pas été comptabilisés dans leur résultat.

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE AU 31/12/2017

(en K€uros)	Notes	31/12/2017	31/12/2016	30/06/2017
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE				
Résultat net de l'ensemble consolidé		9 707	11 900	24 289
Quote-part dans les résultats des entreprises associées		(7 482)	(8 295)	(19 732)
Dotation aux amortissements et provisions		1 471	1 419	3 322
Plus et moins values de cession				
Dividendes nets reçus des entreprises associées		(48)	(48)	(48)
Elimination des profits et pertes latents liés aux variations de juste valeur		(20)	60	(35)
Autres produits et charges sans incidence de trésorerie	17	13	(6)	10
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier et impôt		3 641	5 030	7 806
Charge d'impôt (y compris impôts différés)		(54)	555	1 042
Coût de l'endettement financier		22	27	58
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt		3 609	5 612	8 906
Variation du BFR	18	(8 045)	(3 530)	2 978
Impôts versés		(367)	(1 118)	(2 351)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles (A)		(4 803)	964	9 533
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(1 685)	(1 097)	(2 156)
Variation des actifs financiers		(15)	(15)	(15)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles				
Dividendes reçus		48	48	48
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement (B)		(1 652)	(1 064)	(2 123)
Emission d'emprunts			1	
Remboursement d'emprunts				(25)
Intérêts financiers nets versés		(22)	(27)	(58)
Intérêts encaissés				
Dividendes payés aux actionnaires du groupe		(2 500)		(2 703)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement (C)		(2 522)	(26)	(2 786)
Incidence de la var des taux de change (D)				
Incidence chgt de principes comptables (E)				
Variation de trésorerie (A)+(B)+(C)+(D)+(E)		(8 977)	(126)	4 624
Trésorerie d'ouverture	8	6 314	1 690	1 690
Trésorerie de clôture	8	(2 663)	1 564	6 314
Variation de trésorerie		(8 977)	(126)	4 624

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en K€uros)	Part du groupe					Capitaux propres - part des participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
	Capital	Réserves liées au capital	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptab. directement en capitaux propres	Capitaux propres - part du groupe		
Situation au 30 juin 2016	15 123	16 378	141 033	(17 950)	154 584		154 584
<i>Résultat net</i>			24 289		24 289		24 289
<i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>				1 446	1 446		1 446
Total résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			24 289	1 446	25 735		25 735
Dividendes			(2 703)		(2 703)		(2 703)
Variation de périmètre							
Autres mouvements				1 140	1 140		1 140
Situation au 30 juin 2017	15 123	16 378	162 619	(15 364)	178 756		178 756
<i>Résultat net</i>			9 707		9 707		9 707
<i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>				(579)	(579)		(579)
Total résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			9 707	(579)	9 128		9 128
Dividendes			(2 500)		(2 500)		(2 500)
Variation de périmètre							
Autres mouvements							
Situation au 31 décembre 2017	15 123	16 378	169 826	(15 943) ⁽¹⁾	185 384		185 384

(1) dont réserve de conversion (16 672) K€ relative à la quote-part de la réserve de conversion de la participation dans des entreprises associées.

**ANNEXES
AUX COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS**

AU 31/12/2017

SOMMAIRE



NOTE 1 – Périmètre de Consolidation	8
NOTE 2 – Evènements postérieurs à la clôture	9
NOTE 3 – Principes Comptables	9
NOTE 4 – Immobilisations incorporelles	15
NOTE 5 – Immobilisations corporelles	15
NOTE 6 – Participations dans les entreprises associées	16
NOTE 7 – Actifs financiers non courants	17
NOTE 8 – Emprunts, Dettes financières, Concours bancaires, Dette nette	18
NOTE 9 – Provisions	18
NOTE 10 – Actifs et Passifs d'impôts différés comptabilisés au bilan	19
NOTE 11 – Information sectorielle	20
NOTE 12 – Autres produits et charges opérationnels courants	20
NOTE 13 – Autres produits et charges opérationnels non courants	21
NOTE 14 – Amortissements et dépréciations	21
NOTE 15 – Impôts Sociétés	21
NOTE 16 – Quote-part de résultat dans les entreprises associées	22
NOTE 17 – Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	23
NOTE 18 – Variation du Besoin de fonds de roulement	23
NOTE 19 – Transactions avec les parties liées	23
NOTE 20 – Dettes garanties par des sûretés réelles	24
NOTE 21 – Montant des engagements financiers	24
NOTE 22 – Gestion des risques	24
NOTE 23 – Effectifs moyens	26
NOTE 24 – Honoraires des commissaires aux comptes	26

NOTE 1 – Périmètre de Consolidation

Société mère

	Siège social
MALTERIES FRANCO-BELGES (MFB)	Quai du Général Sarrail 10400 NOGENT SUR SEINE

Malteries Franco-Belges est cotée sur le marché Euronext Paris – Compartiment C.

L'exercice social a une durée de 12 mois commençant le 1er juillet 2017 et finissant le 30 juin 2018. Les états financiers sont présentés en milliers d'Euros.

Les états financiers consolidés semestriels de MFB ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 19 mars 2018.

Société consolidée selon la méthode de la mise en équivalence

	Siège social	% intérêt de MFB	% contrôle de MFB
COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MALTERIES (CIM)	Quai du Général Sarrail 10400 NOGENT SUR SEINE	47.71	47.71

La société MFB consolide la CIM et ses filiales selon la méthode de mise en équivalence car elle y exerce une influence notable sans en posséder le contrôle.

Le principal actionnaire, Malteries Soufflet SAS, filiale des Etablissements J. SOUFFLET SA, détient 52,29 % du capital de la CIM au 31 décembre 2017.

Les pourcentages d'intérêt et de contrôle de MFB dans la CIM n'ont pas varié au cours de la période.

Les sociétés Malteries Franco-Belges et Compagnie Internationale de Malteries clôturent leur exercice au 30 juin 2018.

La mise en équivalence de la CIM et de ses filiales est faite à partir des comptes consolidés de la CIM au 31 décembre 2017 établis conformément au référentiel IFRS.

Cette méthode consiste à substituer, à la valeur comptable des titres de participation, le coût d'acquisition initial augmenté ou diminué de la quote-part du Groupe MFB dans les résultats non distribués de l'entreprise détenue après la date d'acquisition.

Filiales de la CIM

31/12/2017

Sociétés	Siège	Pays	Méth. conso	% Intérêts
MALTERIES				
Cie Internationale de Malteries	Nogent-sur-Seine	France	I.G.	100.00
Société Européenne de Malteries	Nogent-sur-Seine	France	I.G.	70.00
Malteries Soufflet Bulgarie	Pleven	Bulgarie	I.G.	100.00
Malterie Soufflet Saint-Petersbourg	Saint-Petersbourg	Russie (Fédération de)	I.G.	70.00
Soufflet Maltings Kazakhstan	Tekeli	Kazakhstan	I.G.	99.29
Slodownia Soufflet Polska	Poznan	Pologne	I.G.	100.00
Sladovny Soufflet CR	Prostejov	République Tchèque	I.G.	100.00
Soufflet Malt Romania	Buzau	Roumanie	I.G.	100.00
Mallinex	Backa Palanka	Serbie	I.G.	100.00
Slavuta Malting Plant	Slavuta	Ukraine	I.G.	96.61

Au cours de la période, la Compagnie Internationale de Malteries a acquis 0.03 % des titres de Slavuta Malting Plant.

NOTE 2 – Evènements postérieurs à la clôture

NEANT

NOTE 3 – Principes Comptables

Les états financiers sont établis conformément au référentiel IFRS publié par l'International Accounting Standards Board ("IASB") et tel qu'approuvé par l'Union Européenne.

Les autres nouvelles normes, amendements et interprétations aux normes publiées, qui sont d'application obligatoire à compter des exercices ouverts à compter du 1er juillet 2017 pour le Groupe, n'ont pas d'incidence sur les états financiers du Groupe pour la période close au 31 décembre 2017.

Le Groupe n'a appliqué par anticipation aucune des normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB dont l'application n'est pas obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2017, notamment IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients ».

Sur la base des premiers travaux effectués, ces nouveaux textes ne devraient avoir qu'un impact limité sur les comptes du Groupe.

BASE DE PREPARATION

Pour l'établissement de ses états financiers, le Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses susceptibles d'affecter la valeur de ses éléments d'actif et de passif, ainsi que celle de ses produits et charges.

Ces estimations et hypothèses concernent à la fois les risques spécifiques au métier de malteur, ainsi que les risques plus généraux auxquels le Groupe est exposé et qui sont décrits en Note 22.

Ces estimations et hypothèses se fondent sur l'expérience passée, ainsi que sur l'ensemble des informations disponibles à la date de l'estimation, et considérées comme déterminantes au regard des circonstances étudiées.

La Direction revoit régulièrement ces éléments. Cependant, en raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, les résultats réels futurs sont susceptibles de différer sensiblement de ces estimations.

Les estimations réalisées et hypothèses significatives retenues pour l'établissement des comptes semestriels consolidés du 31 décembre 2017 portent principalement :

- sur l'estimation des provisions, en particulier pour les engagements sociaux ;
- sur les tests de valorisation des actifs ;
- sur l'évaluation des actifs d'impôts différés.

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIE ETRANGERE

Les transactions en devises étrangères sont converties au cours de change à la date de transaction. Les créances et les dettes libellées en monnaie étrangère sont converties au taux de clôture. Les pertes et profits en résultant sont portés au compte de résultat en pertes et gains de change.

INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

Les instruments financiers utilisés sont limités aux produits suivants :

- achats et ventes à terme de gré à gré de céréales (principalement de l'orge) dans le cadre de la couverture du risque lié à la variation des cours des matières premières ;
- achats et ventes à terme de devises, swaps de devises, achats et ventes d'options de change dans le cadre de la couverture du risque de change.

Les instruments dérivés de change souscrits auprès des banques sont portés par SOUFFLET FINANCES, société du Groupe J.SOUFFLET, dont MALTERIES FRANCO-BELGES est membre.

Pour qu'un instrument financier puisse être éligible à la comptabilité de couverture, il est nécessaire de désigner et documenter cette relation de couverture et de démontrer son efficacité dès l'origine et de façon rétrospective tout au long de la vie de l'instrument.

Afin de ne pas alourdir les procédures administratives du Groupe et au regard des difficultés à documenter une relation de couverture entre ces instruments financiers avec les éléments couverts, le Groupe a décidé de traiter l'ensemble de ses opérations de couverture comme ne relevant pas d'une comptabilité de couverture et donc de comptabiliser en résultat financier la variation de la juste valeur de ces instruments financiers.

ACTIFS NON COURANTS

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles n'ayant pas fait l'objet de regroupement d'entreprise figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production. Elles n'ont pas fait l'objet de réévaluation.

Les immobilisations incorporelles sont constituées par des logiciels informatiques, les immobilisations corporelles, à l'exception des terrains, sont amorties, selon l'approche par composant, sur leur durée d'utilisation estimée.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire, en fonction de ces durées d'utilisation :

- Logiciels : 3 à 15 ans
- Constructions : 10 à 50 ans
- Installations techniques, matériel et outillage : 10 à 30 ans
- Autres immobilisations corporelles : 4 à 25 ans

Conformément aux dispositions de la norme IAS 23 révisée, les coûts d'emprunt directement liés à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif éligible constituent un élément du coût de cet actif. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en charge. Un actif éligible est tout actif exigeant une période importante de mise en état pour l'usage prévu.

Les contrats de crédit-bail et autres contrats de location financement ayant pour objet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs sont classés en tant que contrats de location financement et l'actif loué est inscrit au bilan avec en contrepartie une dette initialement de même montant.

Autres actifs financiers

Les participations non consolidées figurent au bilan en "Autres actifs non courants" pour leur coût d'acquisition éventuellement déprécié lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au prix d'acquisition.

Dépréciation des actifs non courants

a. Dépréciation des immobilisations

La production de malt est l'activité unique de la société Malteries Franco-Belges, qui constitue donc la seule UGT du Groupe.

La valeur nette comptable des immobilisations corporelles et incorporelles fait l'objet d'un test de dépréciation dès lors qu'il existe des indices objectifs de pertes de valeur.

b. Dépréciation des participations dans les entreprises associées

La valeur comptable totale de la participation est soumise au test de dépréciation en tant qu'actif unique, dès lors qu'il existe des indices objectifs de pertes de valeur.

c. Modalités de mise en œuvre des tests de dépréciation

Le Groupe a retenu comme indices de pertes de valeur objectifs les éléments suivants :

- Performance économique significativement inférieure à celle prévue dans le plan moyen terme,
- Perte de clients ou changement significatif dans les conditions contractuelles,
- Installation d'un concurrent dans le rayon d'activité de la filiale,
- Risque pays,
- Plan d'abandon/Cession d'activité.

Les tests de dépréciation consistent à comparer la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT à sa valeur nette comptable.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de cession.

La valeur d'utilité est déterminée par référence à des flux futurs de trésorerie nets, actualisés.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT est inférieure à sa valeur nette comptable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat.

ACTIFS COURANTS

Stocks

Les stocks sont évalués au coût de revient selon la méthode du coût moyen pondéré.

Ils sont dépréciés dès lors que leur valeur nette réalisable résultant des engagements contractuels devient inférieure à leur coût de revient.

Créances d'exploitation

Les créances commerciales sont comptabilisées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué des éventuelles dépréciations.

PASSIFS NON COURANTS

Emprunts

Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée du montant des coûts de transaction attribuables. Après la comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti ; la différence entre le coût et la valeur de remboursement est comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée des emprunts, selon la méthode du taux d'intérêts effectif.

Provisions

Une provision est constituée lorsque :

- le Groupe a une obligation juridique, contractuelle ou implicite résultant d'un événement passé ;
- il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions pour risques et charges ont été évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation. Lorsqu'il s'agit de l'évaluation d'une obligation unique et en présence de plusieurs hypothèses d'évaluation de la sortie de ressources, il a été retenu la meilleure estimation du passif correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Les contrats déficitaires non entièrement exécutés à la date d'arrêté font l'objet d'une provision, calculée contrat par contrat. Il n'y a pas de compensation entre les contrats bénéficiaires et les contrats déficitaires.

Avantages du personnel

Les avantages du personnel sont évalués conformément à la norme IAS 19 révisée.

Les engagements de retraites et avantages assimilés couvrent deux catégories d'avantages au personnel :

- les avantages postérieurs à l'emploi qui correspondent aux indemnités de départ à la retraite sont comptabilisés Note 9,
- les autres avantages à long terme (pendant l'emploi) correspondent aux médailles du travail et figurent en engagements donnés, Note 21.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en compte de résultat "Charges de personnel" les cotisations dues au titre de chaque exercice, n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

La provision pour retraites et engagements assimilés est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, la valeur actuarielle des prestations futures est déterminée en calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date, en prenant en compte les facteurs d'actualisation et de probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ en retraite. Le coût annuel du régime représente le coût attribuable à une année de service additionnelle pour chacun des participants.

Les écarts actuariels sont comptabilisés en "Autres éléments du résultat global" (non recyclables dans le compte de résultat), et les coûts des services passés sont intégralement comptabilisés dans le compte de résultat de la période.

Les principales hypothèses retenues sont :

- Taux d'actualisation : le taux d'actualisation retenu de 1,30 % correspond au taux des obligations d'entreprises notées AA sur la zone Euro et d'une durée de plus de 10 ans,
- Taux de rotation : une étude des sorties par âge et par cause de sortie a été réalisée sur les trois derniers exercices,
- Taux d'augmentation des salaires : le taux d'augmentation des salaires retenu est de 2 % pour toutes les catégories de salariés,
- Tables de mortalité : les tables INSEE 2006/2008 Masculine et Féminine ont été retenues,
- Taux de charges sociales : les taux de charges sociales retenus correspondent aux taux de charges en vigueur,
- Hypothèse de départ : départ volontaire du salarié.

PASSIFS COURANTS

Les dettes fournisseurs et autres créiteurs sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

IMPOTS DIFFERES

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12, l'impôt différé est déterminé selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale en utilisant les taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs d'impôts différés sont constatés et la probabilité de leur récupération est évaluée. Si leur récupération dans les années futures n'est pas raisonnablement certaine, une provision est enregistrée pour ramener l'actif net d'impôt à la valeur qu'il est probable de recouvrer. L'économie potentielle d'impôt sur les déficits reportables n'est retenue que lorsqu'ils présentent un caractère probable d'imputation.

Au bilan, le Groupe compense les actifs et passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de natures d'impôt levées par la même autorité de taxation.

COMPTE DE RESULTAT

Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont composés de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité après élimination des ventes intra-groupe. Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date où la majorité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés (généralement, à la date du transfert de propriété des produits).

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, donc après déduction des remises ou rabais commerciaux.

Les coûts de transport et de manutention facturés aux clients sont compris dans le chiffre d'affaires. Les coûts de transport supportés par le Groupe sont inclus dans les achats consommés.

Accord de péréquation

Un accord de péréquation entre la société MALTERIES FRANCO-BELGES (MFB) et deux sociétés du Groupe SOUFFLET (MALTERIES SOUFFLET et SOCIETE DES MALTERIES D'ALSACE) permet de faire jouer pleinement les synergies et d'optimiser la logistique.

Afin de répartir équitablement le résultat entre ces trois sociétés, la marge brute économique est répartie entre les sociétés au prorata des quantités vendues.

La marge brute économique correspond à la marge brute de chaque société (ventes moins achats et frais sur ventes) diminuée des frais financiers liés à l'exploitation (sur stock, crédits clients et fournisseurs) et des autres éléments d'exploitation relatifs à la commercialisation des produits.

Le produit ou la charge en résultant est enregistré en chiffre d'affaires.

Dans le cadre de cet accord, la société Malteries Soufflet gère la majeure partie de la relation commerciale avec les brasseurs et facture les ventes de malts aux clients finaux pour l'ensemble des 3 sociétés. De ce fait, la quasi-totalité des produits des activités ordinaires de Malteries Franco-Belges est assurée avec Malteries Soufflet.

Résultat opérationnel courant

Le Groupe utilise le résultat opérationnel courant comme principal indicateur de performance. Le résultat opérationnel courant correspond au résultat de l'ensemble consolidé avant prise en compte :

- des plus et moins values de cessions d'actifs ;
- des autres produits et charges d'exploitation qui comprennent principalement l'effet :
 - des coûts de restructuration ;
 - des pertes de valeur d'actifs (y compris des écarts d'acquisition) ;
 - des litiges ou évènements très inhabituels ;
 - des produits et charges financiers ;
 - des impôts ;
 - du résultat net des entreprises associées.

Les frais de recherche et développement sont constatés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) et la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) sont classées en charges opérationnelles.

Autres produits et charges opérationnels non courants

Les autres produits et charges opérationnels comprennent des éléments significatifs qui, en raison de leur nature et de leur caractère inhabituel, ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle du Groupe. Ils incluent principalement les plus ou moins-values de cession d'activités et de participations consolidées.

Autres produits et charges financiers

Cette rubrique intègre principalement les pertes et gains de change, les charges et produits financiers sur instruments financiers, et les autres charges et produits financiers divers.

CICE (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi)

Conformément à la note d'information de l'ANC du 28 février 2013 et au communiqué CNCC du 23 mai 2013, le CICE est comptabilisé en diminution de la rubrique Charges de Personnel.

Résultat par action

Le résultat de la période par action (avant dilution) est calculé en faisant le rapport entre le résultat de la période et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

NOTE 4 – Immobilisations incorporelles

La variation nette des immobilisations incorporelles valeurs nettes se décompose comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	Autres immobilisations incorporelles	Total
Valeur brute	636	636
Amortissements et dépréciations cumulés	(513)	(513)
Valeur nette au 01/07/2017	123	123
Acquisitions		
Cessions		
Dotations aux amortissements	(18)	(18)
Reprises d'amortissements		
Pertes de valeur		
Variations de périmètre		
Ecarts de conversion		
Autres		
Valeur nette au 31/12/2017	105	105
Valeur brute	636	636
Amortissements et dépréciations cumulés	(531)	(531)

NOTE 5 – Immobilisations corporelles

La variation nette des immobilisations corporelles valeurs nettes se décompose comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	Total
Valeur brute	1 056	36 283	51 047	265	1 514	90 165
Amortissements et dépréciations cumulés		(23 080)	(32 622)	(239)		(55 941)
Valeur nette au 01/07/2017	1 056	13 203	18 425	26	1 514	34 224
Acquisitions	2				1 196	1 198
Cessions						
Dotations aux amortissements		(466)	(967)	(3)		(1 436)
Reprises d'amortissements						
Pertes de valeur						
Variations de périmètre						
Ecarts de conversion						
Autres		149	1 041		(1 191)	(1)
Valeur nette au 31/12/2017	1 058	12 886	18 499	23	1 519	33 985
Valeur brute	1 058	36 434	51 969	240	1 519	91 220
Amortissements et dépréciations cumulés		(23 548)	(33 470)	(217)		(57 235)

NOTE 6 – Participations dans les entreprises associées

Ce poste correspond à la quote-part des capitaux propres consolidés de la Compagnie Internationale de Malteries (CIM) et de ses filiales au 31 décembre 2017 comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

L'évolution du poste "participations dans les entreprises associées" s'analyse comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	
Entreprises associées au 1er juillet 2017	143 352
Résultat des entreprises associées revenant à MFB	7 482
Ecarts de conversion comptabilisés directement en capitaux propres	(571)
Entreprises associées au 31 Décembre 2017	150 263

Le bilan consolidé synthétique de la CIM au 31 décembre 2017 établi selon les normes IFRS se présente comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	
Actif	
Total immobilisations	133 517
Autres actifs non courants	635
Actif courants	270 147
Total	404 299
Passif	
Capitaux propres du Groupe CIM (dont résultat part du Groupe 15 681 K€)	314 344
Participations ne donnant pas le contrôle	5 990
Emprunts et dettes assimilées non courants	8 612
Autres passifs non courants	8 608
Passifs courants	66 745
Total	404 299

Pour MFB la quote-part des capitaux propres de la CIM et ses filiales à l'issue de la période est :

314 344 K€ x 47,71 %	= 149 983 K€
Survaleur sur titres CIM acquis lors de périodes précédentes :	280 K€

Titres mis en équivalence au bilan de MFB :	150 263 K€

NOTE 7 – Actifs financiers non courants

La variation nette des actifs financiers non courants en valeurs nettes se décompose comme suit :

(en K€uros)	Titres de participation	Titres immobilisés	Dépôts et cautionnements versés	Autres immobilisations financières	Total
Valeur brute	544	13	91	15	663
Amortissements et dépréciations cumulés			(91)		(91)
Valeur nette au 01/07/2017	544	13		15	572
Acquisitions				15	15
Cessions					
Dotations aux provisions					
Reprises de provisions					
Pertes de valeur					
Variations de périmètre					
Ecarts de conversion					
Autres					
Valeur nette au 31/12/2017	544	13		30	587
Valeur brute	544	13	91	30	678
Amortissements et dépréciations cumulés			(91)		(91)

Les titres immobilisés (non courants) correspondent à des participations en capital au sein des sociétés dans lesquelles le Groupe détient moins de 20 % du capital et n'exerce pas d'influence notable :

(en K€uros)	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette des titres	% d'intérêt	Derniers capitaux propres	dont résultat	Date clôture
SECOBRA RECHERCHES Centre de Bois Henry 78580 Maule	544		544	10,33%	28 296	3 682	30/06/2017
GIAC 30, Av. Franklin D. Roosevelt 75008 Paris	13		13	0,23%	6 040	19	31/12/2016
TOTAL	557		557				

La ventilation par échéance des actifs financiers se décompose comme suit :

(en K€uros)	TOTAL	de 1 an à 5 ans	+ 5 ans
Dépôts et cautionnements versés > 1 an	91		91

NOTE 8 – Emprunts, Dettes financières, Concours bancaires, Dette nette

La variation des autres passifs financiers se décompose comme suit :

(en KEuros)	01/07/2017	Augmentation monétaire ou calculée	Diminution monétaire	Reclasst	31/12/2017
Emprunts et dettes financières non courants					
TOTAL					
Emprunts courants et concours bancaires					
Intérêts courus non échus - passif	1				1
Instruments de trésorerie - passif	23	(23)			
TOTAL	24	(23)			1

L'endettement financier net est :

(en KEuros)	01/07/2017	Variation globale de la période	Virement à moins d'un an des dettes non courantes	Incidence des variations des taux de change	31/12/2017
Trésorerie Brute	85	(81)			4
Comptes courants actif vis à vis des sociétés liées Hors Groupe	6 252	(6 213)			39
Solde débiteurs et concours bancaires courants	(1)				(1)
Total des disponibilités et valeurs mobilières de placement	6 336	(6 294)			42
Comptes courants passif vis à vis des sociétés liées Hors Groupe	(22)	(2 684)			(2 706)
Total des dettes financières	(22)	(2 684)			(2 706)
DETTE NETTE	6 314	(8 978)			(2 664)

Les comptes courants actif et passif vis à vis des sociétés liées hors Groupe MFB, fonctionnent en pratique comme des comptes de trésorerie. Ils sont présentés de ce fait dans la partie Trésorerie du Tableau des Flux de Trésorerie.

NOTE 9 – Provisions

Les postes de provisions se décomposent comme suit :

(en KEuros)	01/07/2017	Rep. résult. Prov. utilisées Dot.	Comptab. directement en capitaux propres	Autres flux	31/12/2017
Provisions pour retraites et engagements assimilés	1 013	29	12	1	1 055
Provisions pour pertes sur contrats < 1 an	16	6	(16)		6
Provisions pour restructurations < 1 an	3		(3)		
Provisions (Part à -1 an)	19	6	(19)		6
Total provisions	1 032	35	(19)	1	1 061

NOTE 10 – Actifs et Passifs d'impôts différés comptabilisés au bilan

Les actifs et passifs d'impôts différés portent sur les éléments suivants :

	ACTIFS			PASSIFS		
	31/12/2017	31/12/2016	30/06/2017	31/12/2017	31/12/2016	30/06/2017
<i>(impôts différés en K€uros)</i>						
Immobilisations corporelles	(24)	(28)	(27)	34	42	36
Actifs financiers à la juste valeur		(30)		9		2
Fournisseurs et autres créditeurs			(145)	44	40	
Provisions réglementées				5 661	6 278	6 029
Provisions non déductibles	(506)	(521)	(515)			
Autres éléments	(3)	(3)	(8)		12	
Déficits fiscaux reportables						
Compensation des IDA et IDP de même nature et de même terme	533	582	695	(533)	(582)	(695)
DETTES (CREANCES) FISCALES NETTES				5 215	5 790	5 372

Variation des différences temporelles en bases au cours de la période :

	30/06/2017	Comptabilisé en résultat	Comptabilisé en cap. propres	31/12/2017
<i>(bases en K€uros)</i>				
Immobilisations corporelles	27			27
Actifs financiers à la juste valeur	5	20		25
Fournisseurs et autres créditeurs	(436)	568		132
Provisions réglementées	20 688	175		20 863
Provisions non déductibles	(1 698)	(62)	(12)	(1 772)
Ecart de conversion	(6)	5		(1)
Autres éléments	(18)	8		(10)
TOTAL VARIATION BASES IMPOTS DIFFERES	18 562	714	(12)	19 264
Effet impôt différé 33,33%	6 187	238	(4)	6 421
Effet impôt différé loi de finances 2017 - baisse progressive taux impôt	(815)	(391)		(1 206)
Effet impôt différé	5 372	(153)	(4)	5 215

NOTE 11 – Information sectorielle

L'information sectorielle à fournir selon IFRS 8 est basée sur le reporting interne utilisé par les principaux décideurs opérationnels. Le Groupe n'a qu'une seule activité, l'information sectorielle est donc établie par zone géographique.

<i>(en K€uros)</i>	France	Union Européenne Hors France	Autres pays d'Europe	Reste du monde	Total
31/12/2017 (1er semestre 2017/2018)					
Chiffres d'affaires	40 179	287			40 466
Actifs sectoriels	204 155				204 155
Résultat opérationnel	2 091				2 091
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 685)				(1 685)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	7 482				7 482
31/12/2016 (1er semestre 2016/2017)					
Chiffres d'affaires	42 094	219		1 031	43 344
Actifs sectoriels	184 029				184 029
Résultat opérationnel	4 188				4 188
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 097)				(1 097)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	8 295				8 295
30/06/2017					
Chiffres d'affaires	89 661	466	42	2 536	92 705
Actifs sectoriels	200 457				200 457
Résultat opérationnel	5 577				5 577
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(2 156)				(2 156)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	19 732				19 732

NOTE 12 – Autres produits et charges opérationnels courants

Les postes des autres produits et charges opérationnels courants se décomposent comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	31/12/2017	31/12/2016	30/06/2017
Dotations nettes aux provisions	(13)	(12)	(45)
Autres	5	11	25
TOTAL	(8)	(1)	(20)

NOTE 13 – Autres produits et charges opérationnels non courants

Les postes des autres produits et charges opérationnels non courants se décomposent comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	31/12/2017	31/12/2016	30/06/2017
Autres	24	(37)	(8)
Dotations et reprises aux provisions	3	72	72
Dotations et reprises except. sur immobilisations		(18)	(494)
TOTAL	27	17	(430)

NOTE 14 – Amortissements et dépréciations

Le poste d'amortissements et de dépréciations au compte de résultat se décompose comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	31/12/2017	31/12/2016	30/06/2017
Dotations aux amortissements et dépréciations immo. incorporelles	(18)	(19)	(38)
Dotations aux amortissements et dépréciations immo. corporelles	(1 437)	(1 424)	(2 847)
TOTAL	(1 455)	(1 443)	(2 885)

Aucun indice de perte de valeur n'a été constaté sur le premier semestre de l'exercice 2017/2018.

NOTE 15 – Impôts Sociétés

Le produit d'impôt de la période du 01/07/2017 au 31/12/2017, qui s'élève à 53 K€ se répartit comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	31/12/2017	31/12/2016	30/06/2017
Impôts différés (*)	(153)	(494)	(916)
Impôts sur les bénéfices	100	1 049	1 959
TOTAL	(53)	555	1 043

(*) La loi de finances 2018 prévoit une baisse progressive du taux de l'impôt sur les sociétés. L'impact sur le résultat consolidé, comptabilisé au 31/12/2017 est un produit d'impôt différé de 162 K€.

Le taux d'impôt de droit commun applicable au 31/12/2017 est de 33,33 %. Le taux d'impôt de droit commun applicable à l'exercice précédent était de 33,33 %.

<i>(en K€uros)</i>	
Résultat net (gain)	9 707
Produit d'impôt comptabilisé	53
Résultat avant impôt	9 654
Taux d'impôt normal %	33,33%
Charge d'impôt théorique	(3 218)
Différences temporaires	(21)
Différences permanentes	59
Incidences des distorsions social / fiscal	38
Crédits d'impôt et autres imputations	316
Contribution complémentaire au taux de référence	261
Effet impôt différé loi de finances 2018 - baisse progressive taux impôt	162
Impact lié aux stés mises en équivalence	2 494
Incidence de situations fiscales particulières	3 233
Charge d'impôt réelle	53

NOTE 16 – Quote-part de résultat dans les entreprises associées

Le compte de résultat ci-dessous présente le résultat consolidé de la Compagnie Internationale de Malteries et de ses filiales, pour la période allant du 1^{er} juillet 2017 au 31 décembre 2017.

<i>(en K€uros)</i>	31/12/2017	31/12/2016	30/06/2017
Produits des activités ordinaires	161 554	171 545	358 186
Autres produits de l'activité	62	109	190
Achats consommés	(114 666)	(123 785)	(253 174)
Charges externes	(15 788)	(16 647)	(33 923)
Charges de personnel	(4 916)	(4 351)	(9 266)
Impôts et taxes	(527)	(488)	(1 244)
Amortissements et provisions	(4 597)	(4 566)	(9 188)
Autres produits et charges opérationnels courants	(55)	(54)	(185)
Résultat opérationnel courant	21 067	21 763	51 396
Autres produits et charges opérationnels non courants	(55)	7	84
Résultat opérationnel	21 012	21 770	51 480
Résultat des équivalents de trésorerie		1	2
Coût de l'endettement financier brut	(2 479)	(2 423)	(4 621)
Coût de l'endettement financier net	(2 479)	(2 422)	(4 619)
Autres produits et charges financiers	1 822	2 199	4 927
Résultat avant impôt	20 355	21 547	51 788
Charge d'impôt	(4 339)	(3 410)	(9 554)
Résultat après impôt	16 016	18 137	42 234
Part du Groupe	15 681	17 385	41 355
Part des participations ne donnant pas le contrôle	335	752	879

La société CIM et ses filiales sont consolidées par mise en équivalence. La société MFB possède 47,71 % des titres de la société CIM.

Pour MFB le résultat des sociétés mises en équivalence sur la période est :

15 681 K€ x 47,71 % 7 482 K€

NOTE 17 – Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie

<i>(en K€uros)</i>	31/12/2017	31/12/2016	30/06/2017
Impact de la réévaluation des dettes fournisseurs	(1)	2	
Impact de la réévaluation des créances clients	14	52	10
Total	13	54	10

NOTE 18 – Variation du Besoin de fonds de roulement

<i>(en K€uros)</i>	31/12/2017	31/12/2016	30/06/2017
Stocks	(1 666)	(588)	1 610
Clients et débiteurs divers (*)	(1 405)	671	402
Fournisseurs et créditeurs divers (*)	(4 843)	(3 752)	900
Contrat de péréquation (cf Note 3)	(131)	141	66
TOTAL	(8 045)	(3 528)	2 978

(*) hors comptes courants présentés en trésorerie.

L'impact du contrat de péréquation (cf Note 3) sur la variation du besoin de fonds de roulement est de +0,1 M€ au 31/12/2017 contre +0,1 M€ au 31/12/2016.

NOTE 19 – Transactions avec les parties liées

Les parties liées sont :

- les sociétés mères et leurs filiales,
- les sociétés associées dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable et qui sont mises en équivalence.

Les transactions avec ces sociétés se font sur une base de prix de marché.

Les transactions réalisées avec les parties liées se décomposent comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	31/12/2017	31/12/2016	30/06/2017
Produits opérationnels	37 311	39 895	84 946
Charges opérationnelles	(15 844)	(14 490)	(29 966)
Autres produits financiers	3	1	4
Autres charges financières	(20)	(23)	(52)

Les créances et les dettes vis-à-vis des parties liées se décomposent comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	31/12/2017	31/12/2016	30/06/2017
Comptes courants - Actif	39	1 548	6 252
Clients et autres débiteurs	1 379	281	570
Comptes courants - Passif	(2 706)		(22)
Fournisseurs et autres créditeurs	(1 618)	(3 433)	(1 939)

NOTE 20 – Dettes garanties par des sûretés réelles

NEANT

NOTE 21 – Montant des engagements financiers

Les engagements d'achats et de ventes ne sont pas communiqués. Cette information qui serait de nature à porter préjudice aux intérêts commerciaux fondamentaux de la société n'est pas fournie.

Engagements donnés et reçus

<i>(en K€uros)</i>	31/12/2017	31/12/2016	30/06/2017
Engagements de médailles du travail	9	8	10

Contrats de cogénération :

Dans le cadre de son activité, MFB a conclu plusieurs contrats de cogénération courant jusqu'en 2024 avec des partenaires industriels concernant la fourniture de chaleur pour ses unités de production de Saint Saulve, Brazey et Prouvy. MFB s'est engagée à verser des indemnités en cas de résiliation anticipée, d'un montant maximum de 4 905 K€ au 31/12/2017. La société mère de MFB, Malteries Soufflet s'est portée caution pour la totalité de cet engagement.

Rémunération des dirigeants

Aucune rémunération ou avantage de toute nature n'a été versé durant la période aux mandataires sociaux par les sociétés du Groupe Malteries Franco-Belges.

NOTE 22 – Gestion des risques

Le risque de change

Le Groupe Malteries Franco-Belges a choisi de couvrir, lorsque la législation et les marchés le permettent, les risques de change encourus sur les transactions courantes en devises étrangères.

Les instruments de couverture utilisés sont limités à des contrats de change à terme et à des options de change "vanille" ayant une maturité initiale généralement inférieure à un an.

Ces instruments dérivés ont pour caractéristiques :

- de n'être utilisés qu'à des fins de couverture,
- de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang,
- de ne présenter aucun risque de liquidité en cas de retournement éventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change, et au risque de taux font l'objet d'états de reporting spécifiques à destination des organes de direction.

Dans les pays d'Europe de l'Est, le Groupe MFB couvre son risque de change également en utilisant des emprunts libellés dans la devise du contrat de vente de malt (USD et euros), qui lui permettent de financer les achats de matières premières. Ces emprunts n'étant pas documentés en couverture, ils peuvent générer des résultats de change importants.

Conformément à ses principes comptables (cf Note 3), le Groupe comptabilise la juste valeur de ses instruments financiers en résultat financier.

Le Groupe a en revanche décidé de ne pas couvrir le risque de change sur les actifs immobilisés situés hors de France. Cette décision s'appuie sur les constats suivants :

- Compte tenu des marchés de la plupart des devises concernées, il est impossible de se couvrir sur de longues périodes. Dans le cas où cette couverture serait possible, son coût est prohibitif.
- La valeur de marchés des actifs immobilisés est à ce jour exprimée en monnaie forte, essentiellement euro ou dollar américain.

Cette politique peut avoir pour conséquence des gains ou pertes de change sur la partie des investissements financés par emprunt en devises fortes.

Le risque "matières"

Dans le cadre de ses activités, le Groupe Malteries Franco-Belges est exposé au risque de fluctuation du cours des matières premières. Afin de sécuriser la marge sur ses contrats de ventes de malt à terme fermes, le Groupe se couvre sur les prix d'achats d'orge futurs par le biais d'achats et ventes à terme de contrats futurs sur le MATIF et d'achats à terme de gré à gré de céréales (principalement de l'orge).

Afin de contrôler son exposition, un Comité de Gestion des Risques matières premières a été mis en place. Il se réunit de manière hebdomadaire en session limitée et mensuelle en session élargie. Les positions matières premières y sont ainsi analysées et les limites de positions revues en fonction de l'évolution des marchés.

Le risque pays

Le Groupe ne peut assurer que ses résultats financiers ne seraient pas significativement affectés par un bouleversement des conditions économiques, politiques, et réglementaires dans certains des pays où il est présent.

Le risque de contrepartie

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est exposé au risque de contrepartie avec ses comptes clients et ses contreparties bancaires. Il pratique une sélection rigoureuse fondée sur les notations des agences de rating et l'étude des états financiers.

Le risque de contrepartie bancaire est lié aux encours d'instruments financiers (dépôts et instruments dérivés) et aux lignes de crédit contractées avec chaque banque. Selon sa politique financière, le Groupe ne peut conclure des instruments financiers qu'auprès de ses partenaires bancaires. Concernant les lignes de crédit, celles-ci sont réparties sur plusieurs banques pour éviter leur concentration.

NOTE 23 – Effectifs moyens

Les effectifs moyens employés sur la période par le Groupe se sont élevés à 101 personnes.

Par catégorie, la répartition est la suivante :

	Cadres	Techniciens et Maîtrise	Employés	Ouvriers	Total
MALTERIES FRANCO-BELGES	5	17	5	74	101
TOTAL	5	17	5	74	101

NOTE 24 – Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant dans le compte de résultat de la période est de 37 401 € au titre du contrôle légal des comptes (dont 18 748 € pour KPMG et 18 653 € pour Mazars) et de 3 321 € au titre des honoraires afférents aux autres services (MAZARS).

MALTERIES FRANCO-BELGES

Société anonyme au capital de 15 123 000 €

Siège social : Quai du Général Sarrail 10 400 Nogent sur Seine

RCS : TROYES 552 121 816

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} juillet 2017 au 31 décembre 2017

KPMG AUDIT

MAZARS

MALTERIES
FRANCO-BELGES

*Information financière
semestrielle*

*Période du 1^{er} juillet 2017
au 31 décembre 2017*

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société Malteries Franco-Belges S.A., relatifs à la période du 1^{er} juillet 2017 au 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

MALTERIES
FRANCO-BELGES

Information financière
semestrielle

Période du 1^{er} juillet 2017
au 31 décembre 2017

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II - Vérification spécifique

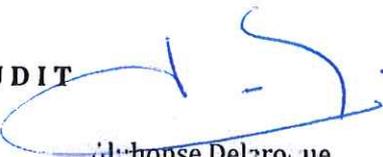
Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Les Commissaires aux comptes

Fait à Paris la Défense et à Courbevoie, le 26 mars 2018

KPMG AUDIT


Monse Delcroix

MAZARS


Isabelle Sapet